

D 757 AMÉRIQUE LATINE: LE DOCUMENT DE SANTA FÉ

Intitulé "Une nouvelle politique interaméricaine pour les années 80", le document que nous publions intégralement ci-après est de nature à mieux ^{faire} comprendre la politique actuelle des Etats-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine en général, et de l'Amérique centrale en particulier.

En mai 1980, alors que R. Reagan n'était pas encore officiellement candidat républicain à la présidence, un groupe d'experts du Parti républicain se réunissait à Santa-Fé, dans le Nouveau Mexique, aux Etats-Unis. Composé d'une trentaine de personnes, le "Comité de Santa Fé" comptait parmi ses membres les plus éminents Francis Bouchey, Roger Fontaine, David Jordan, Gordon Summer et Lewis Tambs. Destiné au "Conseil de sécurité interaméricaine" de Washington, le travail du comité se présente sous forme de bilan de la politique sud-américaine des derniers gouvernements des Etats-Unis, et de propositions pour une ré-orientation radicale de celle-ci.

Le "Document de Santa Fé" dresse, dans la partie récapitulative, un bilan particulièrement sévère pour les gouvernements précédents, surtout celui de J. Carter : "Deux décennies de négligence, de courte-vue et de laisser-aller". Il rappelle que le critère premier de toute politique en ce domaine est celui de la sécurité des Etats-Unis, et que l'ennemi principal demeure l'Union soviétique, par Cuba interposé. La prise du pouvoir au Nicaragua par les sandinistes, en 1979, ayant relancé la dynamique révolutionnaire dans le continent, il est devenu urgent d'élaborer une stratégie de contention impérative. Toutes les propositions du "Comité de Santa-Fé", dans les domaines politique, militaire, économique et culturel, sont orientées à la mise en oeuvre de cette stratégie.

Le "Document de Santa Fé" n'est évidemment pas le seul à avoir orienté les choix latino-américains du président Reagan; et ses propositions n'ont pas toutes été retenues. Il n'en est pas moins un document représentatif de l'état de la question, comme l'avait été, en 1969, le célèbre "rapport Rockefeller" (cf. DIAL D 479). A ce titre, il constitue une référence obligatoire et un document de travail exceptionnel.

On peut signaler ici que le "Comité de Santa Fé" a postérieurement donné naissance à un groupe de travail sur "religion et démocratie", particulièrement en Amérique latine. C'est sans doute le prolongement de la proposition du "document de Santa Fé" concernant la lutte contre la "théologie de la libération" latino-américaine.

La traduction française que nous donnons ici est celle du Comité belge Europe-Amérique latine, de Bruxelles, avec son aimable autorisation.

Note DIAL

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

- Les fondements d'une nouvelle politique extérieure p. 3
- Les relations interaméricaines: bouclier du Nouveau-Monde
et épée de l'accession au pouvoir mondial par les Etats-Unis p. 4

I. La menace militaire externe p. 8

II. La subversion interne p. 11

III. Politique économique et sociale

- A. Energie p. 14
- B. Agriculture p. 15
- C. La dette p. 17
- D. Le mouvement syndical libre p. 18
- E. Transfert et technologie p. 18
- F. Education p. 19
- G. Economie, commerce et politique d'investissement p. 20

IV. Droits de l'homme et pluralisme idéologique p. 22

V. Relations interaméricaines

- A. Relations spéciales avec des pays-clés:
Brésil, Mexique, Cuba p. 23
- B. Relations hémisphériques p. 27
- C. Le Canada et les Amériques p. 29

Synthèse finale p. 30

UNE NOUVELLE POLITIQUE INTERAMÉRICAINÉ

POUR LES ANNÉES QUATRE-VINGTS

INTRODUCTION

Les fondements d'une nouvelle politique extérieure

Les nations n'existent que dans une relation mutuelle. La politique extérieure est l'instrument qui permet aux peuples d'assurer leur survie dans un monde hostile. La guerre, et non la paix, est la norme qui régit les affaires internationales.

L'isolationnisme est impossible pour les Etats-Unis. Il ne suffit pas de contenir l'URSS. La détente est morte. La survie exige des E.U. une nouvelle politique extérieure. Les E.U. doivent prendre l'initiative ou périr. La 3e guerre mondiale s'achève. Profitant de sa supériorité nucléaire croissante, l'URSS est en train d'étrangler les pays industrialisés de l'Occident en leur interdisant l'accès à leurs ressources pétrolières et minérales, et d'encercler la République populaire de Chine.

L'Amérique latine et le sud de l'Asie sont le théâtre d'engagement de la troisième phase de la 3e guerre mondiale. Les deux premières phases - équilibre et détente - ont été gagnées par la stratégie soviétique de double enveloppement: interdiction du pétrole et des minéraux d'Occident et encerclement de la République populaire de Chine. Les libertés fondamentales des E.U. et leurs propres intérêts économiques exigent qu'ils soient une puissance de premier ordre et qu'ils agissent comme telle.

La crise est métaphysique. L'incapacité de l'Amérique à protéger ses valeurs et croyances fondamentales nous a conduits à cette situation d'indécision et d'impuissance où l'existence même de la République est en danger. Même si la politique extérieure et la stratégie nationale reposent sur le climat, la géographie et le caractère du peuple, c'est ce dernier - l'esprit de la nation - qui en définitive donne la victoire. Ce qui compte en dernière instance, et cela les E.U. l'ont oublié, c'est la volonté politique épaulant une politique donnée; et, au-delà des instruments d'une certaine politique extérieure, ce qui importe, ce sont les objectifs qui la sous-tendent.

Les E.U. battent en retraite partout. La perte imminente du pétrole du Moyen-Orient et la fermeture potentielle des routes maritimes de l'Océan Indien, sans compter la satellisation de la région minière de l'Afrique du Sud dans l'orbite soviétique, préfigurent la "finlandisation" de l'Europe occidentale et l'isolement du Japon.

Même les Caraïbes, centre de trafic et de raffinage pour les E.U., deviennent un lac marxiste-léniniste. Le flanc sud de notre pays ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi critique. La politique extérieure des E.U. n'a jamais, autant que maintenant, abusé, abandonné et trahi ses alliés du sud en Amérique latine.

Il est temps de prendre l'initiative. Une politique extérieure intégrée mondiale est essentielle. Il est temps de sonner le rassemblement pour la

liberté, la dignité et les intérêts nationaux qui exprimera l'esprit du peuple américain. L'alternative qui nous est offerte est soit la Pax Soviétique soit, au contraire, l'affirmation de la puissance américaine au niveau mondial. L'heure des décisions ne peut plus être retardée.

Les relations interaméricaines: bouclier du Nouveau-Monde et épée de l'accession au pouvoir mondial par les Etats-Unis

Les Amériques sont attaquées. L'Amérique latine, alliée traditionnelle des E.U., subit la pénétration de la puissance soviétique. Les côtes et le bassin des Caraïbes sont parsemés de bases soviétiques et entourés de pays socialistes.

Aucune grande puissance n'est suffisamment forte pour mener une politique extérieure dans l'hémisphère, comme si les différentes régions étaient isolées et ne s'influençaient pas mutuellement. Historiquement, la politique latino-américaine des E.U. n'a jamais été séparée d'une répartition mondiale du pouvoir et rien ne laisse supposer que ce qui se passe au cours des années 80 entre les grands Etats d'une région du monde, n'affectera pas les relations entre les puissances d'autres continents.

La doctrine Monroe, pierre angulaire historique de la politique des E.U. en Amérique latine, suppose la reconnaissance de la relation étroite entre la lutte pour le pouvoir dans le Vieux-Monde et dans le Nouveau. Cette doctrine reposait sur trois grands principes:

1. "plus aucune colonisation européenne dans le Nouveau-Monde";
2. "non-intervention des E.U. dans les affaires politiques européennes";
3. "opposition des E.U. à toute intervention européenne dans les gouvernements du continent américain".

Ainsi, la doctrine Monroe, alliée au principe de non transfert, constituait la base fondamentale de la politique latino-américaine des USA et mit l'accent sur l'impact des rivalités européennes sur l'hémisphère occidental. L'objectif des E.U. était d'éviter qu'une puissance européenne en expansion ne réalise des conquêtes stratégiques dans le Nouveau-Monde grâce à des guerres, des renversements d'alliances ou des révolutions dans le Vieux-Monde.

La doctrine Monroe servit d'instrument sensible permettant d'enregistrer toute menace à la sécurité de la République. La doctrine proclamait que certaines activités dans l'hémisphère occidental ne pouvaient être interprétées que "comme une manifestation de disposition inamicale envers les E.U.". La doctrine interdisait aux puissances non américaines l'acquisition de territoires, l'introduction de systèmes étrangers ou l'intervention dans l'hémisphère occidental. La doctrine fut étendue à d'autres notions et rendue compatible avec l'Organisation des Etats américains par la déclaration de Caracas de 1954 qui affirmait:

"La domination ou le contrôle des institutions politiques de tout Etat américain par le mouvement communiste international, étendant à ce continent le système politique d'une puissance extracontinentale, constituerait une menace pour la souveraineté et l'indépendance politique des Etats américains en menaçant la paix en Amérique, et entraînerait une réunion de concertation en vue d'adopter une politique adaptée tenant compte des traités en vigueur".

L'accession des E.U. à une puissance d'envergure mondiale repose sur la coopération avec les Caraïbes et l'appui de l'Amérique du Sud. L'exclusion

des pouvoirs maritimes du Vieux-Monde à Cuba, dans les Caraïbes et en Amérique latine a aidé les E.U. à engendrer un excédent de puissance suffisant pour équilibrer les activités en Europe, en Asie et en Afrique.

L'Amérique latine, tout comme l'Europe occidentale et le Japon, est une des bases de la puissance des E.U. Les USA ne peuvent accepter la perte d'aucun des fondements de leur puissance, que ce soit en Amérique latine, en Europe occidentale ou dans le Pacifique occidental, s'ils veulent maintenir une force d'appoint suffisante pour leur permettre de jouer un rôle stabilisateur dans n'importe quel endroit du monde. Un Etat responsable de l'équilibre comme les USA ne peut envisager de manoeuvrer avec souplesse à l'échelle mondiale si sa puissance est immobilisée ou mise en échec dans une quelconque région. Ainsi donc, dans les régions vitales pour le pouvoir d'une nation, le maintien du statu quo ne suffit pas. Les E.U. doivent améliorer leur position relative dans toutes leurs zones d'influence. Si la nation n'a plus la volonté de donner la priorité au renforcement de sa puissance relative, l'Etat inactif sera bientôt remplacé par un concurrent.

Les E.U. sont supplantés dans les Caraïbes et en Amérique centrale par une puissance extracontinentale avancée mais violente qui manipule les Etats qui en dépendent. L'influence soviétique s'est considérablement accrue depuis 1959. L'Union Soviétique tente de se renforcer dans l'hémisphère occidental; les E.U. doivent remédier à cette situation.

Avant d'exposer les recommandations spécifiques du Comité de Santa Fé sur une politique responsable des E.U. pour l'Amérique latine, pour les années 80, il faut prendre en considération les prémisses et les conséquences de la récente politique des E.U. en Amérique latine, et présenter les principes et les hypothèses concernant les dangereuses années 80.

Les racines du dilemme actuel des USA dans le domaine de la sécurité sont à rechercher au début des années 80 - l'échec de la Baie des Cochons et l'accord Kennedy-Krouchtchev qui mit fin à la crise des missiles en 1962 - au cours de laquelle l'escalade des menaces au delà de ce qui avait été jusque là considéré comme intolérable aboutit à faire accepter l'inacceptable. Durant la guerre du Vietnam, la position adoptée par Washington, selon laquelle l'Amérique latine n'était pas stratégiquement, politiquement, économiquement et idéologiquement importante, éroda davantage encore la position des USA.

A la fin de la guerre du Vietnam, les prémisses de la détente, exprimée par les présidents Nixon et Ford, devinrent la base de la politique des Etats-Unis (à savoir que même une Union Soviétique intransigeante n'est pas capable de renverser un système international aujourd'hui d'autant plus diversifié dans sa répartition de la puissance qu'il inclut la Chine, comme alliée des E.U., pour immobiliser l'Union Soviétique).

La politique ibéro-américaine de Jimmy Carter, dont le discours était basé sur les rapports de la Commission des relations entre les E.U. et l'Amérique latine et ceux de l'Institut des études politiques (IPS), est le couronnement de ce processus de compromis en vertu duquel l'Amérique latine est aujourd'hui exclue des intérêts stratégiques des E.U., et les régimes indépendants de la région abandonnés aux attaques extracontinentales du mouvement communiste international.

Les gouvernements latino-américains savent que, dès son installation, l'administration Carter chercherait à normaliser les relations avec Cuba. Les rapports de la Commission de l'IPS prônaient des changements de fond dans la politique américaine envers l'Amérique latine en général et les Caraïbes en particulier. Sous prétexte que la sécurité militaire ne devait

pas être nécessairement un objectif prioritaire ni la clé de voûte de la politique des E.U. en Amérique latine, que les E.U. ne devaient pas prolonger la politique d'isolement de Cuba, que "l'appui matériel de Cuba aux mouvements subversifs dans les autres pays d'Amérique latine avait diminué au cours des dernières années", que les E.U. devaient mettre fin à l'embargo sur le commerce cubain, et qu'un "nouvel accord égalitaire avec Panama" sur le canal servirait les intérêts des E.U. non seulement à Panama "mais dans toute la région", la Commission et l'IPS furent à l'origine de la fin de la présence américaine dans les Caraïbes. Le rapport de l'IPS était une analyse optimiste des gouvernements socialistes de la Jamaïque et de la Guyana, et utilisait l'expression "pluralisme idéologique" pour stimuler la réceptivité des E.U. envers les modèles socialistes pro-soviétiques de développement économique et politique.

Le Président Carter se fit l'écho de cette attitude dans son discours de Notre-Dame en 1977, lorsqu'il déclara que les E.U. avaient surmonté leur "peur irraisonnée du communisme". Le pardon accordé aux terroristes de Porto Rico, le peu d'intérêt pour les tentatives de Fidel Castro en vue d'amener le mouvement des non-alignés à partager les points de vue du monde soviétique, la réception cordiale de trois membres de la Junte révolutionnaire sandiniste du Nicaragua - dont un membre entraîné à Cuba - à la Maison Blanche, sont des événements qui caractérisent la politique latino-américaine des E.U.

Les E.U. récoltent les conséquences de deux décennies de négligence, de courte vue et de laisser-aller. L'administration Carter se trouve à présent face à une Union Soviétique fermement ancrée dans les Caraïbes, et à la possibilité d'une Amérique centrale marxiste et procubaine. Contrairement à la politique simpliste des E.U., l'Union Soviétique a utilisé des tactiques sophistiquées pour renforcer des liens communistes internationaux en Amérique latine et réduire ainsi la présence des E.U.. La Havane fait sienne la doctrine de Moscou selon laquelle plus d'un chemin mène le communisme au pouvoir; les marxistes locaux peuvent utiliser la persuasion pacifique, les moyens violents ou combiner la voie pacifique et l'action directe pour prendre le pouvoir, et si l'affaire est bien menée, on peut compter sur le gouvernement des E.U. et les institutions financières privées pour accepter une reconnaissance diplomatique et un soutien financier de mouvements marxistes latino-américains.

Le Kremlin s'efforce d'allier le marxisme au nationalisme et à l'antiaméricanisme latino-américains, et d'exploiter l'incapacité et le manque de volonté des exécutants de la politique du gouvernement des E.U. qui refuseraient de soutenir des alternatives aux mouvements marxistes à la recherche d'une Amérique latine stable et progressiste. Ayant ainsi défini le paramètre intellectuel pour ses adeptes et adversaires et pour ses objectifs, l'Union Soviétique a réussi à étendre ses liens avec les gouvernements latino-américains, tout en poursuivant la subversion et la révolution chaque fois que des conditions favorables s'étaient présentées ou avaient été créées; car la politique extérieure soviétique est basée sur la création du chaos et la mise à profit de toutes les occasions, risquant ainsi de mettre en danger l'Amérique latine en tant que base de pouvoir des E.U.

Depuis 1959, le régime de Castro apporte un soutien direct aux guérillas urbaines et rurales de tout l'hémisphère. Lorsqu'en 1967 Castro créa l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité), il proclama le mot d'ordre: "le devoir de toute armée révolutionnaire est de faire la révolution".

Les succès cubains dans les Caraïbes et en Amérique centrale sont évidents. La Guyana, dirigée par le premier ministre Linden Forbes Burnham, est un Etat

marxiste pro-soviétique . En janvier 1977, F. Burham a introduit une demande d'association au COMECON. Georgetown a permis à Cuba d'utiliser l'aéroport international de Guyana pour le ravitaillement en combustible durant son incursion initiale dans la guerre civile d'Angola en 1975. D'autre part, 70 délégués de 18 pays des Caraïbes, réunis pour une conférence syndicale à Georgetown, incitèrent à une amélioration des conditions de travail dans les Caraïbes en copiant le "modèle socialiste cubain", déplorèrent l'exploitation "capitaliste et impérialiste" des peuples des Caraïbes et remercièrent Cuba communiste d'avoir éliminé l'exploitation.

Le premier ministre de la Jamaïque, Michel Norman Manley, - dont le fils étudie à La Havane - se rendit à Cuba en juillet 1975. Le journal communiste "Granma" l'appela "un ami sincère de la révolution cubaine". Le gouvernement de Manley approuva officiellement l'aventure cubaine en Angola, et ses forces de police, supérieures à l'armée jamaïcaine, sont entraînées à Cuba. Se basant sur la théorie que le gouvernement travailliste de Manley était nationaliste et sans liens forcés avec Moscou, et recherchant le pluralisme idéologique, les E.U. octroyèrent à la Jamaïque en 1978, une aide de 22 millions de dollars.

Maurice Bishop prit le pouvoir en Grenade en mars 1979. Des Cubains construisent actuellement le nouvel aéroport de Bishop. Cette zone aérienne domine le profond canal, longeant l'Ile de Grenade, par où passent 52% de tout le pétrole importé par les E.U. Les navires pétroliers d'Arabie et d'Amérique latine entrent dans les Caraïbes et débarquent le pétrole dans les raffineries des Bahamas, des Iles Vierges, de Trinidad, d'Aruba, de Curaçao, pour y être raffiné et transporté par bateau vers les E.U. En outre, plus de la moitié de l'aluminium importé des Caraïbes par les E.U. provient de la Jamaïque.

Le Canal de Panama joue également un rôle essentiel dans l'approvisionnement en pétrole des E.U.. Panama est sous le contrôle d'un régime militaire de gauche. Celui-ci, selon la CIA, a servi d'intermédiaire pour le transfert des armes de Cuba et des Etats-Unis aux Sandinistes lors de la conquête marxiste du Nicaragua en juillet 79. Le Salvador et d'autres pays d'Amérique centrale sont menacés par des guerres de guérilla révolutionnaire. Néanmoins, le gouvernement des E.U. conserve une attitude d'apparente indifférence stratégique, prône le respect des droits de l'homme, et réclame des réformes sociales, économiques et agraires, comme si la solution maximale de ces problèmes pouvait freiner l'expansion coloniale castriste et la subversion, et résoudre du même coup les objectifs stratégiques comme s'ils en étaient un sous-produit.

Le Comité de Santa Fé estime que la politique extérieure des E.U. est confuse; que les normes de conflit et de changement social, adoptées par l'administration Carter, sont celles de l'Union Soviétique; que cette région contestée est un territoire souverain des alliés des E.U. et de leurs partenaires commerciaux du Tiers-Monde; que la sphère de l'Union Soviétique et de ses satellites s'agrandit et que le bilan annuel des pertes et profits est en faveur de l'URSS. La réponse américaine qui consistait en une échappatoire déguisée à l'impérialisme soviétique doit être abandonnée. Les E.U. doivent faire preuve d'imagination et de créativité pour promouvoir une solution stratégique à cette situation. Le réalisme éthique offre un soutien moral essentiel aux principes de politique extérieure des E.U., principes utilisés de tous temps pour résoudre les problèmes d'évaluation et de pouvoir dans les affaires extérieures. C'est uniquement la sécurité de la République qui a justifié l'intervention des E.U. à l'étranger et non le désir d'instaurer un ordre quelconque dans quelque autre pays à moins que des activités en cours dans ce pays n'aient représenté une menace extracontinentale pour les E.U. Les E.U. peuvent offrir cette même perspective natio-

naliste à tous les pays latino-américains qui refusent une relation de semi-vassalité avec une superpuissance extracontinentale. Un tel lien semi-colonial entraîne un internationalisme stérile dans la culture et dans les pays de l'hémisphère occidental, et mine une politique latino-américaine basée sur la réciprocité.

Le Comité de Santa Fé souligne que les E.U. n'ont pas l'intention de poursuivre une politique d'intervention dans les affaires extérieures et intérieures d'aucune nation latino-américaine, sauf si les Etats de l'Amérique latine mènent une politique susceptible d'aider et de protéger l'intrusion impérialiste de puissances extracontinentales. Une politique semblable des E.U. envers l'Amérique latine pourrait recevoir un important soutien de cette région, et spécialement des régimes demeurés indépendants. Il y a plusieurs années de cela, Alejandro Alvarez, juriste chilien très connu, écrivit:

"La doctrine de Monroe représente les intérêts du continent tout entier et tous les Etats de l'Amérique se sont accordés pour la maintenir. Bien que jusqu'à présent, les E.U. aient été son seul défenseur, on pourrait aujourd'hui trouver des Etats latino-américains qui seraient en mesure de la défendre si les E.U. la rejetaient".

Les E.U. poursuivent une politique latino-américaine qui favorise la sécurité américaine et latino-américaine. Cette politique sera basée sur l'indépendance nationale mutuelle et sur la dépendance interaméricaine; elle encouragera le développement économique et politique autonome, fondé sur nos aspirations à la promotion de réformes internes en Amérique latine, et enfin elle reconnaîtra et respectera la dignité et la sensibilité de nos voisins. En 1914, l'homme d'Etat péruvien Francisco Calderon fit des écrits sur l'importance du style dans la politique. Ses paroles devraient nous guider durant les années 80:

"... les latino-américains sont sensibles à la forme et respectent la propriété... Rien ne les heurte plus que la rudesse des politiciens de Washington...". La diplomatie, aussi adroitement appliquée soit-elle, n'est qu'une méthode pour atteindre les objectifs de la politique extérieure. La politique extérieure et la stratégie nationale sont, à leur tour, des instruments utilisés par les peuples pour étendre ou défendre leurs intérêts.

La défense de la souveraineté nationale et la préservation de l'identité culturelle du peuple sont essentielles à sa survie. Le communisme international est en train de supprimer et de stériliser ces deux éléments. Seule une politique nord-américaine, destinée à préserver la paix en favorisant la création et le parachèvement de la stabilité politique, peut sauver le Nouveau-Monde et préserver la position de puissance mondiale des E.U. qui repose sur une Amérique latine sûre et souveraine. Les Amériques sont attaquées. Où ira Washington?

PREMIÈRE PARTIE

LA MENACE MILITAIRE EXTERNE

Proposition 1

Renforcer le système de sécurité continentale en soutenant le Traité interaméricain d'assistance réciproque (IATRA) et en prenant la direction du Bureau interaméricain de défense (IADB) de manière à favoriser l'application des nombreuses résolutions susceptibles de renforcer la sécurité de l'hémisphère contre les menaces externes et internes.

La politique change, mais non la géographie. Cet hémisphère représente la moitié de la planète et nous, les Amériques, la moitié de cet hémisphère. Notre avenir géostratégique, économique, social et politique doit être assuré par un système de sécurité continental. Les rêves de Simon Bolivar et de Thomas Jefferson sont encore aussi valables aujourd'hui qu'en 1826. Le IATRA (Traité interaméricain d'assistance réciproque), ou Traité de Rio, est aussi vital aujourd'hui que lors de sa signature à Bogotá en 1948.

La politique des E.U. doit tenter de donner un nouveau sens à la communauté et à l'intérêt mutuel, éléments essentiels pour le renforcement de ce Traité. La menace que représentent les efforts massifs de l'axe soviéto-cubain pour déstabiliser et attaquer les gouvernements légitimes de ce continent, ne peut être éliminée que dans la structure d'un tel système de sécurité. Les navires de la marine soviétique, renforcés par une présence soviétique massive sur l'Ile de Cuba, représentent un danger certain et permanent pour toutes les nations libres de l'hémisphère. Le Traité de Rio n'est qu'une réponse prudente et pondérée à cette menace flagrante.

Le système de sécurité de cet hémisphère comprendra trois éléments ou parties. Le premier, le plus fondamental, est le Traité de Rio. Le second sera le sous-groupe du premier: les organisations régionales de sécurité. Le troisième consistera en des accords bilatéraux entre plusieurs membres des deux premières parties.

Proposition 2

	Promouvoir les accords de sécurité régionale susceptibles de répondre,	
	tant au niveau régional qu'hémisphérique, aux menaces contre la sécurité	
	externe et interne.	

Comme l'a souligné la première proposition, le Traité de Rio devrait constituer le principal accord pour la sécurité de ce continent. Néanmoins, ce Traité n'est que la première étape dans un système qui en comporte trois. Opérant sous la protection du parapluie nucléaire ouvert sur le monde libre, le Traité de Rio représente un système de sécurité de première importance, au même titre que l'OTAN et que nos accords de sécurité avec le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Cet accord n'est malheureusement pas suffisant. Les gens ne s'unissent pas facilement à l'échelle d'un continent entier; le concept est abstrait et l'homme de la rue ne peut pas se sentir lié par un tel accord. Il faut donc trouver une chose à laquelle il puisse se sentir rattaché. Les accords régionaux remplissent ce rôle. Les Argentins ou les Paraguayens peuvent facilement comprendre un accord régional pour la sécurité de l'Amérique du Sud. Celui-ci garantit leur alimentation, leurs importations et leurs exportations. C'est immédiat et clair, alors que le concept de sécurité à l'échelle du continent se conçoit difficilement; il est confus et introduit l'idée d'une présence oppressive de l'Amérique du Nord.

La politique des E.U. doit promouvoir et soutenir ces accords de sécurité régionale. Ceci contraste manifestement avec la politique actuelle qui n'a servi qu'à endormir ces mécanismes. L'échec des accords de sécurité en Amérique centrale (CONDECA) illustre ce cas. Cette organisation régionale de sécurité a toujours représenté un obstacle important à la subversion soviéto-cubaine et panaméenne contre les gouvernements attaqués: le Salvador, le Honduras et le Guatemala.

Proposition 3

Comme troisième élément de notre système de sécurité hémisphérique, renforcer nos liens militaires traditionnels à l'intérieur du continent en offrant un entraînement militaire et une assistance aux forces armées des Amériques, et particulièrement aux jeunes officiers subalternes. L'assistance technique et psychologique doit s'adresser à tous les pays de cet hémisphère pour lutter contre le terrorisme, quelle que soit son origine.

En ce qui concerne la vente d'armes et l'assistance à la sécurité, la politique suivie durant la dernière décennie a complètement échoué et est discréditée dans notre pays et à l'étranger. Elever le niveau de sécurité et de viabilité des E.U. et de leurs alliés au sens le plus large est la seule raison d'être de la vente des armes et de l'assistance à la sécurité. Notre rôle de leaders et notre technologie nous assignent cette lourde responsabilité. Les échecs récents et tragiques dans ce domaine, particulièrement dans ce continent, ont encouragé nos ennemis, irrité et confondu nos amis.

Nous devons à présent faire face à la menace interne et externe en utilisant notre assistance en matière de sécurité afin de promouvoir nos intérêts nationaux. Cette assistance prend diverses formes et devrait être soigneusement orchestrée pour répondre aux besoins mutuels de nos alliés et amis. Grâce à une évaluation précise, menée à bien avec nos alliés, nous pouvons utiliser toutes les aptitudes et toutes les forces qui existent dans ce continent pour répondre à la menace. En combinant notre arsenal d'armements et la puissance humaine des Amériques, nous pouvons créer un continent américain libre et capable de résister à l'agression soviéto-cubaine.

Grâce à l'entraînement militaire dans leur pays, les E.U. peuvent offrir non seulement une direction professionnelle de première classe, mais aussi un modèle modéré pour le reste du personnel militaire des Amériques et leur famille. Vivant aux E.U. et observant directement notre fonctionnement politique, les chefs militaires de ce continent pourront à nouveau gagner le respect et l'admiration des E.U.

Les avantages militaires stratégiques, obtenus par un entraînement, une logistique et un équipement communs, sont évidents. Pendant qu'à l'OTAN on s'efforçait de réaliser héroïquement cela, l'administration Carter détruisit systématiquement dans ce continent toute tentative de coopération, sauf en ce qui concerne la dictature d'extrême gauche, brutalement agressive, de Omar Torrijos. Il faut changer cette politique.

Proposition 4

Si le traité actuel échoue, placer le Canal de Panama sous la protection de la Junte interaméricaine de défense, de manière à assurer aux nations de ce continent un accès libre et régulier au Pacifique et à l'Atlantique.

Malgré les efforts déployés par l'administration Carter et certains sec-teurs du gouvernement panaméen, les traités du canal de Panama piétinent. Dans une lettre adressée récemment au Président Carter, le Président Royo a évoqué certains de ces problèmes. La Maison Blanche n'a pu élucider la situation et le Président Carter reste muet à ce sujet. En résumé, les deux pays ont ratifié et discutent deux types différents de traités.

A présent il faut affronter une situation trilatérale potentiellement dangereuse. Traditionnellement, dans les affaires interaméricaines, lors-

que les résolutions bilatérales ne peuvent résoudre un problème stratégique important, on a souvent recours à des solutions multilatérales afin de résoudre des problèmes autrement insolubles.

Le Canal de Panama est d'une importance stratégique primordiale pour la majorité des pays de ce continent. Pour les pays de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, sa sécurité et sa liberté de passage sont indispensables. En confiant ce problème aux pays signataires du Traité de Rio qui, à leur tour, mandateraient la Junte interaméricaine de défense, il serait placé à un niveau stratégique adéquat et dans la perspective internationale qu'il mérite. Si la Junte interaméricaine de défense se charge du contrôle du canal, si une zone de sécurité est placée sous les 19 drapeaux de la JID et si des manoeuvres conjointes sont menées, les pays libres des Amériques feront savoir aux Soviétiques et à leurs alliés dans l'hémisphère, que nous sommes prêts et décidés à défendre nos intérêts vitaux, et capables de le faire.

Les opérations courantes actuelles et l'entretien du Canal pourraient être réalisés par du personnel panaméen et américain ou par des contractants privés.

DEUXIÈME PARTIE

LA SUBVERSION INTERNE

Proposition 1

La politique des E.U. en Amérique latine doit tenir compte de l'équivalence absolue entre subversion interne et agression externe.

La "doctrine Roldos" - du nom du président de l'Equateur - doit être condamnée. Selon cette doctrine, les pouvoirs extérieurs ne violent pas le principe traditionnel de non-intervention, si leur participation dans les affaires d'un autre pays est considérée comme un acte de défense des droits de l'homme. Une politique de plus en plus audacieuse du Département d'Etat, consistant à attaquer les gouvernements anticommunistes accusés de violer les droits de l'homme, a créé un cadre favorable à une telle intervention.

Etant donné l'utilisation par le communisme de n'importe quel moyen pour renverser l'ordre capitaliste et transformer le monde, la sécurité interne et externe sont devenues inséparables. La déstabilisation par le biais d'une information déformée et de la polarisation, est un premier pas. Comme la subversion passe de la phase terroriste à l'étape guérillera, l'appui externe (généralement cubain) et l'intervention, qui à l'origine n'était qu'idéologique, se combinent avec l'appui logistique et en arrivent même au recrutement de volontaires étrangers pour participer à la lutte de libération nationale.

La relation entre subversion et terrorisme est la même qu'entre le tout et la partie. Une guerre révolutionnaire passe généralement par plusieurs phases. La guerre débute par la création d'un appareil subversif. Le terrorisme et les activités antigouvernementales au nom des droits de l'homme et de la libération constituent la seconde phase; la troisième phase est la guerre de guérilla. La quatrième est la guerre proprement dite qui mène à l'offensive finale, comme au Nicaragua en 1979, et comme cela arrivera vraisemblablement au Salvador en 1980. Tout au long de la campagne, un véritable barrage de propagande est opposé aux E.U.

Les principaux objectifs de la guérilla urbaine et subversive destinée à déclencher la guerre contre la société existante, sont les suivants:

1. démontrer au "peuple" que les autorités sont incapables de le protéger et de se protéger contre la terreur;
2. augmenter les niveaux de violence, de propagande et de terreur au moyen d'enlèvements, de crimes et d'agressions;
3. provoquer des réactions excessives de la part des autorités (l'objectif est de radicaliser les individus susceptibles de sympathiser avec la révolution mais qui ne donneraient probablement pas leur aide sans l'existence d'une réaction excessive des autorités entraînant la haine, la polarisation et la perte du soutien des E.U.);
4. renverser le gouvernement établi en combinant les trois premiers objectifs avec la "propagande des actions". L'échelon le plus élevé vers l'objectif final est la création du chaos par les terroristes.

Le triomphe sandiniste au Nicaragua a manifestement suivi ce modèle, tout en impliquant un nouvel élément: l'agression externe par des troupes basées au Costa Rica et équipées avec des armes importées de Cuba et des E.U., via Panama. Des cadres communistes d'autres pays faisaient partie des Sandinistes. En dépit de toute l'aide internationale, lorsque Somoza abandonna le pays, les insurgés n'avaient même pas atteint leur objectif de libérer la ville de Rivas, proche de la frontière costaricaine, où ils comptaient proclamer un gouvernement provisoire. Somoza et la garde nicaraguayenne abandonnèrent la lutte car les E.U. leur avaient coupé le ravitaillement en munitions.

La base nicaraguayenne sur le continent permettra dorénavant la répartition du nouveau modèle révolutionnaire nicaraguayen. Des armes américaines, vendues préalablement au Nicaragua, ont été envoyés aux guérilleros du Guatemala. Le Guatemala est l'enjeu stratégique de l'Amérique centrale, parce que limitrophe des vastes champs pétrolifères mexicains.

Proposition 2

La formulation de la politique des E.U. doit être préservée de la propagande existant dans les nombreux moyens spécialisés de l'information, propagande inspirée par des forces ouvertement hostiles aux E.U.

L'information sur la réalité politique latino-américaine, donnée par les moyens de diffusion américaine, est inadéquate et peu objective puisqu'elle favorise les partisans d'une transformation socio-économique radicale des pays moins développés, selon une orientation collectiviste. Très souvent, on ne distingue pas la réforme et le développement de la révolution communiste; les organes d'information n'accordent pas une attention suffisante aux différences particulières géophysiques et sociologiques entre le Guatemala par exemple, et le Costa Rica, ou entre l'Argentine et le Pérou.

Ceci se traduit par un renforcement de la conception erronée suivant laquelle les seules alternatives possibles se réduisent à celles existant entre oligarchie, régime autoritaire anticommuniste, d'une part; et d'autre part, certaines formes de populisme de gauche ou socialisme. Les militants radicaux profitent de la mauvaise compréhension concernant la situation particulière des différents pays et de la conception erronée sur les véritables alternatives politiques et économiques, et alimentent un courant constant de fausse information qui trompe nos amis et glorifie nos ennemis.

La manipulation des moyens d'information par des groupes liés à l'Eglise et d'autres soi-disant groupes de pression en faveur des droits de l'homme,

a joué un rôle d'importance croissante dans le renversement de gouvernements autoritaires mais pro-américains et leur remplacement par des dictatures anti-américaines, communistes ou pro-communistes, à caractère totalitaire.

Proposition 3

La politique extérieure des E.U. doit commencer à affronter (et non simplement à réagir a posteriori contre) la théologie de la libération telle qu'elle est utilisée en Amérique latine par le clergé de la "théologie de la libération".

En Amérique latine, le rôle de l'Eglise est vital pour le concept de liberté politique. Malheureusement, les forces marxistes-léninistes ont utilisé l'Eglise comme arme politique contre la propriété privée et le système capitaliste de production, en infiltrant la communauté religieuse d'idées plus communistes que chrétiennes.

Proposition 4

Les E.U. doivent abandonner l'idée erronée selon laquelle on peut facilement introduire et imposer, comme alternative aux gouvernements autoritaires, un style démocratique semblable à celui des E.U.; tout comme il ne faut pas croire que, dans le cas évoqué ci-dessus, le changement en soi est inévitable, souhaitable et conforme à l'intérêt des E.U. Cette croyance a conduit l'administration Carter à participer activement au renversement de gouvernements autoritaires non communistes, tout en restant passive face à l'expansion communiste.

Proposition 5

La politique des droits de l'homme - concept relatif au point de vue culturel et politique, utilisé par l'actuelle administration pour intervenir en faveur du changement politique dans les pays de ce continent, affectant ainsi la paix, la stabilité et la sécurité de la région - doit être abandonnée au profit d'une politique de non intervention basée sur un réalisme politique et éthique.

La relativité culturelle et éthique de la notion de droits de l'homme se manifeste dans le fait que l'Argentine, le Chili et le Brésil trouvent répugnant que les E.U., qui approuvent légalement plus d'un million d'avortements chaque année, se montrent outragés par l'assassinat d'un terroriste dont les bombes et les armes tuent des civils innocents. Que dire - demandent-ils - des droits de l'homme des victimes du terrorisme d'extrême gauche? Les artisans de la politique des E.U. doivent détruire l'illusion que quelqu'un qui lance un cocktail molotov au nom des droits de l'homme est digne des droits de l'homme. Par ailleurs, les critiques retentissantes contre les institutions et le mode de vie d'un pays ne reflètent pas nécessairement les aspirations de la majorité de la population.

Une politique relative aux droits de l'homme, motivée par une idéologie et appliquée sélectivement, va à l'encontre des véritables droits de l'homme. Cette politique a fait perdre des amis et des alliés aux E.U. et a provoqué une diminution de leur influence dans de grands pays de l'Amérique latine. Elle a même contribué à la déstabilisation et à la perte - ou à la perte potentielle - de pays tels que le Nicaragua, El Salvador, le Guatemala et le Costa Rica.

En aucun endroit du globe, les droits humains à la vie, à la propriété et aux libertés civiles ne sont plus respectés qu'en 1977, lors de la mise en route de l'initiation sélective aux droits de l'homme. La situation réelle qu'affrontent les gouvernements latino-américains, attaqués par des groupes révolutionnaires locaux appuyés par l'axe soviéto-cubain, doit être comprise non comme une simple menace contre de soi-disant oligarchies, mais bien comme une menace contre les intérêts de la sécurité des E.U. Si les E.U. se limitent à une politique extérieure destinée à promouvoir la paix, la stabilité et l'exclusion du communisme en Amérique, il y aura alors de grandes chances de favoriser le respect des libertés civiles concrètes et l'amélioration de la situation économique pour tous les peuples des Amériques.

TROISIEME PARTIE

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

A. ENERGIE

Proposition

Les E.U. devraient encourager et aider les nations de l'hémisphère occidental à mieux exploiter leur pétrole et à développer leur potentiel énergétique nucléaire, agricole et industriel. La formule d'Eisenhower "des atomes pour la paix" et l'échange de capitaux et de technologie contre l'importation d'énergie, doit être relancée.

Une consommation d'énergie élevée et une technologie avancée caractérisent les sociétés industrialisées modernes. La production est la condition du progrès. La progression et la modernisation de l'Amérique latine bénéficieront à toutes les Amériques. Les E.U. doivent se placer en tête dans l'échange de capitaux et de technologie contre l'importation d'énergie.

Le potentiel pétrolier latino-américain est énorme. Le Mexique, le Venezuela, l'Equateur et l'Argentine se trouvent parmi les principaux producteurs du monde. Leurs réserves sont vitales pour le monde libre puisque les réserves du Moyen-Orient sont en danger; mais les réserves de l'Amérique du Sud sont limitées. Les E.U. devraient donc appuyer le développement de sources énergétiques alternatives, telles que le nucléaire, la fusion, la géothermie et le solaire. Car, si l'Amérique latine doit jouer son rôle dans la défense de l'Occident, elle doit se moderniser. Les nations latino-américaines en voie d'industrialisation ont déjà entrepris le développement de l'énergie nucléaire. Les besoins en énergie pour le développement actuel et futur doivent être satisfaits. En s'opposant aux installations nucléaires en Amérique latine, les administrations Ford et Carter n'ont pas réussi à empêcher l'implantation du nucléaire et ont en fait poussé le Mexique, le Brésil et l'Argentine à acquérir la technologie nucléaire en Europe occidentale et au Japon. Les E.U. ont ainsi perdu non seulement les revenus, mais la direction de ces programmes nucléaires. Les combustibles fossiles ne sont pas inépuisables. Les E.U. doivent prendre la direction d'un programme atomique pour la paix qui accélèrera la production industrielle et agricole.

En temps de guerre, les ressources alimentaires sont une arme. Dans le monde entier, sur les sept pays excédentaires en production agricole, quatre

appartiennent à l'hémisphère occidental; le Canada, les E.U., le Brésil et l'Argentine. En se joignant aux producteurs du Pacifique, d'Australie et de Nouvelle Zélande, les Amériques peuvent, par le blocage du ravitaillement, exercer une très forte pression sur les Etats potentiellement hostiles et rééquilibrer ainsi la balance entre le Nouveau et le Vieux-Monde.

B. AGRICULTURE

Proposition 1

La politique commerciale agricole des E.U. en Amérique latine et les programmes d'aide au secteur agricole doivent maximaliser les avantages comparatifs de production et stimuler des mutations vers la production de produits d'exportation, afin d'accroître le commerce réciproque.

Le marché américain de fruits et légumes frais d'hiver montre comment une réduction des barrières d'importation sur le marché des E.U. pour des produits latino-américains, peut maximaliser les avantages comparatifs de production basée sur le manque de certains produits aux E.U., et évoluant selon les blocus de ce pays. La terre, le climat et les coûts relatifs du travail et de la technologie, rendent les coûts de production des céréales et des féculents plus avantageux aux E.U. qu'au Mexique, en Amérique centrale ou dans les Caraïbes. Par contre, la production de fruits, de légumes et de sucre est plus intéressante dans le bassin des Caraïbes. Dans la plupart de ces pays, le maïs et les féculents sont des articles de première nécessité. Les petits fermiers du Guatemala et du Nicaragua gagneraient davantage en cultivant des produits d'exportation tels que des asperges, des framboises, etc., pour leur vente aux E.U. et en achetant des céréales importées des E.U.

Proposition 2

Si les E.U. stimulent la diversification de l'agriculture en Amérique latine pour maximaliser les avantages comparatifs de production, ils devront ouvrir leur marché à ces produits. Les E.U. doivent étendre leur demande de sucre à la production traditionnelle des Caraïbes, en développant la fabrication locale et l'acquisition d'alcools combustibles dérivés du sucre.

Le prix OPEP du pétrole et sa conséquence, le déséquilibre dans la balance des paiements des pays latino-américains, rend hautement souhaitable l'introduction rapide de sources alternatives au pétrole grâce aux ressources américaines renouvelables. Par ailleurs, le Brésil, la Jamaïque et d'autres pays des Caraïbes, pauvres en ressources pétrolières, produisent du sucre en abondance. Le Brésil a déjà consenti d'énormes investissements pour son programme d'alcool combustible. Les E.U. devraient se joindre à cet effort par l'apport d'une technologie avancée réaliste.

Proposition 3

Le Congrès des E.U., par le biais de l'Agence pour le développement industriel (AID), devrait établir un programme de prêts agricoles directs aux coopératives ou entreprises communautaires tribales.

La forme de propriété communautaire tribale de la terre est traditionnelle dans les cultures indiennes. Les coopératives sont une institution utile et efficace pour le travail en commun et la propriété commune du capital productif employé au développement et à sa mise en valeur.

Au Guatemala, de vastes zones vierges sont aménagées par le gouvernement en vue d'y installer surtout des indigènes des régions montagneuses, dont les propriétés ont été divisées au fil des générations. Ces nouvelles terres deviennent propriété communale; lorsqu'elles demeurent propriété privée, elles ne peuvent être vendues ni hypothéquées. Le crédit est fondamental pour ces agriculteurs fortement pressés par le gouvernement de se consacrer aux cultures d'exportation au lieu de semer le maïs et les haricots traditionnels pour leur propre consommation.

Par l'apport de capitaux destinés à créer de nouvelles institutions de crédit adaptées à cette situation où le bien n'est pas hypothéquable, les E.U. pourraient soutenir les gouvernements désireux d'aider la population rurale pauvre à abandonner l'agriculture de subsistance. Une action entreprise auprès du Congrès américain permettrait de faire connaître l'implication des E.U. dans ces programmes d'assistance et d'assurer que l'aide octroyée est bien destinée à des activités libres et productives, et non à des programmes étatiques anti-économiques.

Proposition 4

L'intérêt porté par les E.U. au développement d'une infrastructure rurale publique devrait être élargi aux activités mineures et rentables, dont une grande part des bénéfiques peut être consacrée à la formation technique des agriculteurs locaux et à leur assistance, par le biais d'opérations normales ou de projets communs orientés.

Depuis 1974, l'AID consacre ses ressources à venir en aide aux secteurs les plus pauvres de la population dans les pays les moins développés, secteurs constitués principalement par les paysans pauvres. La population rurale d'Amérique latine continentale, peut-être composée de la majorité des habitants très pauvres, est constituée surtout d'indigènes non européens qui ont gardé leur langue et leur style de vie précolombiens et traditionnels. Les efforts destinés à améliorer leur niveau de vie et les intégrer dans l'économie moderne de ces pays, ont eu trop souvent comme point de départ un impérialisme culturel latent ou explicite; explicite, en prônant la suppression des modèles traditionnels de culture pour améliorer le niveau de vie indigène; latent, en appliquant des programmes d'assistance ou de développement inadaptés au milieu culturel existant, qui ne pouvaient aboutir que dans la mesure où les populations abandonneraient leurs coutumes et leurs attitudes traditionnelles.

La construction de routes, de centrales hydro-électriques ou d'aciéries, les aide moins que l'application de simples systèmes d'eau potable, l'introduction de nouvelles cultures maraichères, susceptibles d'améliorer leur alimentation trop pauvre en vitamines et d'être commercialisées, ou l'enseignement de techniques d'élevage de moutons en vue d'accroître la production de viande et de laine pour la vente ou leur propre consommation. Pour les aider à ouvrir la voie aux transformations culturelles - si tel est leur souhait - ces populations ont besoin de technique et de technologie simples, susceptibles de leur apporter des résultats tangibles et applicables immédiatement à leur situation concrète.

Une assistance sous forme de personnel ayant de l'initiative et sachant s'adapter et vivre avec la population indigène, constitue la meilleure fa-

çon de lui venir en aide. Le système actuel d'aide au développement est inadapté parce qu'il fonctionne par le biais d'institutions publiques très éloignées, trop sophistiquées et impersonnelles; ou parce que dans certains cas, celui des "Peace Corps" par exemple, le personnel, qui est temporaire, n'a pas le temps de gagner la confiance des gens ou n'est pas assez informé des technologies appropriées; il faut, au contraire, approcher le problème à l'échelle locale, travailler dans une optique très individualisée et à long terme.

Le secteur de la petite entreprise privée, visant l'obtention de bénéfices dans des buts déterminés, peut devenir un mécanisme d'assistance à la population indigène locale. Tel est le cas de la petite ferme, dont le réinvestissement des bénéfices dans le travail rural aura un impact social sur le développement de la communauté.

C. LA DETTE

Proposition

Le Congrès devrait analyser périodiquement les problèmes de la dette en Amérique latine et orienter sa politique de développement de manière à créer un marché latino-américain autonome de capitaux. En vue de compléter et de coordonner les efforts tendant à l'établissement d'un marché latino-américain autonome de capitaux, le Congrès devrait encourager l'investissement étranger privé direct.

Le poids croissant de la dette est peut-être le plus sérieux obstacle au développement économique de l'Amérique latine. La croissance interne se réduit et continuera à se réduire tant que les rares devises devront être de plus en plus utilisées au service de la dette extérieure. L'expérience récente du Pérou illustre cet énorme problème.

En juin 1978, le Pérou était au bord de la faillite. La dette extérieure du gouvernement péruvien atteignait quelque 5 milliards de dollars; si l'on y ajoute les intérêts de l'année 1978, plus de 55% du total des revenus d'exportation auraient dû être consacrés à son remboursement. Une norme générale relative à la proportion de la dette par rapport aux revenus en monnaie étrangère, établit que le service de la dette ne devrait pas dépasser 25% des revenus annuels bruts dans cette monnaie. La dette du secteur industriel privé péruvien s'élevait à 2 milliards de dollars supplémentaires. La faillite fut évitée lorsque les banques privées acceptèrent de reporter l'échéance des paiements de la dette et que le gouvernement des E.U. promit son appui. Les banques privées américaines, européennes et japonaises, ajournèrent les obligations de paiement du Pérou en 1978. En outre, l'AID octroya à ce pays un crédit agricole de 15 millions de dollars sur 20 ans (au taux de 2% durant les 7 premières années, et de 3% durant les années suivantes). Après le crédit octroyé par les E.U. ces banques privées consentirent, en décembre 1978, un second crédit à plus long terme, pour couvrir les paiements différés.

Pour résoudre le problème de la dette latino-américaine, les E.U. proposent, en général, l'accroissement du flux des fonds publics vers les banques multinationales (BMN), la rééchéance et le report des échéances de la dette privée. De plus, le Congrès est invité à augmenter sa contribution aux banques multinationales et à fournir des fonds directs en cas de cessation de paiements. Sous la direction du Congrès, les E.U. ont l'obligation de traiter ce problème de la dette latino-américaine suivant une politique cohérente et à long terme, dans le contexte d'une politique destinée à stimuler le développement et à promouvoir un marché latino-américain autonome de capitaux.

D. LE MOUVEMENT SYNDICAL LIBRE

Proposition

En travaillant aux côtés et par le biais de l'AFL-CIO et d'autres organisations indépendantes de travailleurs, les E.U. favoriseront le développement du mouvement syndical libre en Amérique latine. Les syndicats autonomes sont en effet indispensables au progrès économique et à la défense des institutions démocratiques.

La productivité est la clé du progrès. Travail, direction et capital se partagent la responsabilité du développement industriel et agricole. L'entreprise privée et l'économie de marché ont démontré en suffisance qu'elles étaient supérieures au capitalisme d'Etat, en contrôlant la distribution des biens et des services au consommateur.

Un mouvement syndicaliste libre, basé sur l'élection et l'association volontaire, est fondamental dans la philosophie d'une économie de marché. Par ailleurs, les travailleurs ont le droit de s'organiser pour défendre leurs intérêts, non seulement en vue de rechercher la protection économique, mais aussi pour organiser une défense politique contre les monopoles, publics ou privés, nationaux ou internationaux; et ce droit sert les intérêts de la liberté. Les E.U. en tant qu'un des pays ayant toujours favorisé le travailleur, sont l'agent idéal pour appuyer le mouvement syndical libre; lequel, pour assurer sa survie et dans son propre intérêt, doit devenir une forteresse contre l'étatisme et le centralisme.

E. TRANSFERT ET TECHNOLOGIE

Proposition 1

Le transfert de technologie aux Amériques devrait faire partie de la stratégie des E.U. pour le renforcement du continent. Les objectifs en seraient de renforcer les relations continentales et la sécurité par la création de systèmes politiques et économiques viables de libre entreprise, systèmes destinés à pallier la pauvreté, la faim et la maladie, problèmes aigus de nombreux pays des Amériques.

Au cours de ces dix dernières années, le transfert de technologie a été un facteur constant de conflit dans les relations continentales. Durant ces trois dernières années, l'administration Carter a autorisé le transfert de technologie vers l'Union Soviétique et les pays d'Europe orientale, tout en le refusant à nos alliés de la région. Cette discrimination, qui s'ajoute à l'utilisation cynique et hypocrite des droits de l'homme comme arme politique, déconcerte et irrite nos amis latino-américains.

L'impact est total et dévastateur; des milliers de gens pleinement capables et alphabétisés sont condamnés à une existence de pauvreté ou de semi-pauvreté. Pour les populations indiennes, l'avenir est encore plus sombre. Le discours de la gauche sur les droits de l'homme et la dignité n'ont pas de sens pour des familles au bord de la famine, que ce soit dans les Andes ou dans l'Ile de Cuba.

En adoptant une politique qui encouragerait le transfert de technologie en tant qu'une de nos armes stratégiques, les E.U. renforceraient leur pro-

pre réputation de guide responsable du monde libre, tout en contribuant à l'amélioration évidente des droits de l'homme dans les Amériques. En tant que contribution réciproque à notre culture commune, à notre sécurité commune et à notre système socio-économique commun, le transfert de technologie présente un potentiel immense pour l'avenir d'une Amérique libre et forte.

Proposition 2

Dans le cadre de la nouvelle politique continentale des E.U., une stratégie de transfert de technologie, semblable à celle qui existe avec Israël, devrait être adoptée. Cette politique tiendrait compte de l'importance stratégique de la combinaison des ressources humaines du monde libre et de la technologie des E.U. pour le renforcement de la structure économique, sociale et politique de chaque pays en particulier. Ce serait une réponse notoire et positive aux problèmes de la pauvreté, du chômage, et de la crise économique, bouillon de culture du communisme et du terrorisme urbain. Cette politique sera bien entendu adaptée aux besoins de chaque pays en particulier.

Pour des raisons aussi nombreuses que variées, les E.U. ont toujours été réticents au transfert de technologie en Amérique latine. Les latino-américains, témoins du transfert de technologie vers d'autres régions du monde, y compris le bloc communiste, en ont ressenti un sentiment de frustration et d'hostilité. Pour certains, ceci faisait partie de l'"agression économique" des E.U. contre le reste du continent. Ce thème a été diffusé et amplifié par les mouvements communistes sur tout le continent.

Le transfert de technologie est un problème compliqué et très complexe. Il suppose différents niveaux, dont certains sont immédiats et directs comme, par exemple, la présence de scientifiques et d'instruments de haute technologie des E.U. D'autres sont plus difficiles et demandent du temps comme, par exemple, la formation de dirigeants et de programmeurs aux E.U. et dans le pays récepteur. Parfois, le problème est encore plus complexe en raison de la diversité des lois sur les brevets et les "royalties". Le volume des données techniques transférées vers un pays pour lui permettre de fabriquer un produit spécifique, est un exemple. Dans ce cas, un niveau élevé de préparation technique ou une assistance substantielle d'une autre source est indispensable.

En ce qui concerne le transfert de technologie, il est temps que les E.U. adoptent, dans le cadre d'une nouvelle politique à l'égard de leurs voisins de l'hémisphère, une politique plus éclairée et raisonnable sur le plan stratégique.

F. EDUCATION

Proposition

Les E.U. doivent prendre l'initiative idéologique. Il est indispensable de favoriser en Amérique latine un système éducatif qui mette l'accent sur l'héritage culturel commun des Amériques. L'éducation devra inculquer l'idéalisme qui servira d'instrument à la survie.

La guerre est inhérente à l'humanité. L'élément idéologico-politique devra prévaloir. Les E.U. n'ont pas réussi à propager les idéaux de liberté politique, d'initiative privée, d'anticentralisme et de patriotisme modéré, tant appréciés par le peuple américain. Malgré les différences régionales, ces concepts, hérités de la culture grecque, du droit romain et de l'éthique judéo-chrétienne, sont communs tant en Amérique anglaise que latine. Ainsi donc, si la formation technique est nécessaire au progrès matériel, l'éducation philosophique est primordiale. "Qui suis-je?", "Que fais-je ici?". Ces éternelles questions sont toujours d'actualité et les réponses, nombreuses et variées, se combinent avec la diversité des Amériques. Mais, mis à part les Etats marxistes totalitaires de l'hémisphère occidental, les nations indépendantes partagent une tradition commune.

La culture est le moyen par lequel les cultures se maintiennent, progressent et même explorent leur passé. Celui qui contrôle l'éducation définit son passé - ou plutôt la façon dont il est perçu - ainsi que son avenir. Le futur appartient à ceux que l'on instruit aujourd'hui.

Les E.U. ne prétendent pas imposer leur propre image en Amérique latine. Ni le pluralisme libéral, ni la démocratie à la Wilson n'ont pu être exportés avec succès. Nous devons néanmoins exporter des idées et des images susceptibles de promouvoir la liberté individuelle, la responsabilité politique et le respect de la propriété privée. Une campagne sera lancée en vue de s'attirer l'"élite" intellectuelle latino-américaine. Cette campagne sera basée sur la radio, la télévision, des livres, des articles, des brochures, ainsi que des dons, des bourses et des prix. Les intellectuels sont friands de considération et de notoriété et ce programme pourrait les attirer. Les efforts des E.U. doivent refléter les véritables sentiments du peuple américain et non le spectre étroit de New York et de Hollywood; si l'image n'est pas authentique, elle ne portera pas. Si les Amériques veulent survivre et prospérer, les E.U. doivent transmettre des convictions et une philosophie aussi bien que des directives politiques.

G. ECONOMIE, COMMERCE ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Proposition 1

Les E.U. devraient promouvoir une politique destinée à favoriser le capitalisme privé, le libre-échange et l'investissement local direct et étranger dans les entreprises productives d'Amérique latine.

Le capitalisme est concerné par la production. Le socialisme s'intéresse à la distribution. En Amérique latine, le problème immédiat est la production, et non la distribution; pour donner il faut avoir quelque chose à donner. Le capitalisme privé a toujours été plus productif que le capitalisme d'Etat. Les E.U. devraient donc favoriser l'entreprise privée pour le bien-être de l'Amérique latine et de l'Amérique anglophone.

Le commerce est essentiel au même titre que l'aide. La réduction des barrières douanières entre les nations indépendantes de l'Amérique facilitera l'échange des biens et des services. Tandis que les E.U. devraient accorder un traitement tarifaire préférentiel à l'agriculture latino-américaine et à certains produits industriels, l'Amérique latine devrait agir de même. L'importation libérale de produits agricoles et de biens industriels de première importance latino-américains aux E.U. stabiliserait les

revenus de ces pays en monnaie étrangère, entraînant par là un allègement du service de la dette et une diminution des besoins en prêts du gouvernement américain.

Proposition 2

|| Pour faciliter le commerce interaméricain, les E.U. devraient non seulement chercher à établir une relation plus étroite avec l'ALALC (Association latino-américaine de libre échange) et le SELA (Système économique latino-américain), mais solliciter aussi le statut d'associé auprès de ces deux organismes. La participation entière des E.U. à l'ALALC et au SELA serait facilitée par l'établissement d'un marché latino-américain autonome des capitaux.

Proposition 3

|| La politique économique extérieure des E.U. devrait rechercher la coopération des banques multinationales pour contrôler l'inflation, soutenir les schémas d'autofinancement des secteurs productifs, promouvoir le développement énergétique - hydroélectrique, nucléaire et gaz - et financer des projets tels que l'électrification rurale.

Proposition 4

|| Les E.U. appuieront des réformes institutionnelles des banques multinationales, et favoriseront les donations directes du Congrès à la Banque interaméricaine de développement (BID), donations destinées à des programmes de développement spécifique, comme le fit le Venezuela en 1975. Le Congrès envisagera la création d'un Fonds monétaire de l'Amérique latine susceptible de promouvoir la formation d'une réserve de capital autonome à des fins productives en Amérique latine.

Toutes les multinationales sont des instruments importants pour les hommes concernés par le développement économique. Mais, les banques multilatérales de développement sont essentielles à toute politique des E.U. destinée à stimuler l'autonomie et la coopération entre les pays américains. La Banque mondiale offre de fortes sommes à de nombreux pays mais elle ne se consacre pas prioritairement à l'Amérique latine. Le Congrès devrait user de son influence pour pousser la Banque mondiale à soutenir les pays latino-américains qui recherchent leur autonomie et la coopération avec les E.U.

Etablie en 1959 avec un capital autorisé d'un milliard de dollars, la Banque interaméricaine de développement (BID) avait pour but de répondre aux demandes des pays latino-américains désireux de disposer d'une agence qui puisse les financer sur une base particulièrement souple. Une grande part du capital fut destinée à garantir des opérations bancaires régulières, tandis que 15% couvraient des opérations spéciales de prêts à faible taux d'intérêts. Les E.U. assurent 41% du capital régulier et 60% du Fonds des opérations spéciales (SOF). La BID s'est appliquée à stimuler l'auto-assistance chez les pays récepteurs. En juillet 1976, neuf pays non américains ont adhéré à la BID qui devint une banque multirégionale.

Le Congrès a montré une préoccupation croissante pour le manque de surveillance, le caractère ouvert des opérations et la responsabilité des banques multinationales. La fermeté du Congrès serait bienvenue dans ce domaine, non seulement parce que le contribuable américain est appelé à

fournir des fonds substantiels à ces institutions, mais parce qu'il doit lui-même évaluer l'efficacité globale de ces programmes et coordonner les politiques économiques directes et indirectes des E.U.

Proposition 5

|| Les E.U. devraient aider à éviter la destruction des secteurs moyens de l'industrie latino-américaine par les multinationales.

L'Amérique latine s'industrialise. Bien que ses principaux dirigeants aient abandonné la thèse de Raul Prebisch (selon laquelle l'augmentation des prix industriels s'accompagne d'une baisse des prix agricoles) et lancé par conséquent un programme ambitieux d'industrialisation, en abandonnant fermes et champs au profit de l'usine, de nombreux groupes de moyennes entreprises sont économiquement viables. Ces entreprises peuvent être compétitives sur un marché ouvert si elles ne sont pas étouffées ou noyées par le "dumping" des multinationales qui aspirent au monopole. L'intégration des pactes des Andes et de l'Amazonie en 1979, tout comme le renforcement du SELA, montre que l'Amérique latine est consciente de ce problème. En coopérant avec l'ALALC et le SELA dans la réduction des tarifs, et en surveillant les multinationales nord-américaines dans la région, les E.U. peuvent contribuer à sauver ce groupe d'industries moyennes.

QUATRIÈME PARTIE

DROITS DE L'HOMME ET PLURALISME IDÉOLOGIQUE

Proposition 1

|| Les E.U. devraient cesser de classer leurs alliés selon le programme actuel et inégal des droits de l'homme.

Un programme des droits de l'homme, rigoureux et appliqué de manière équitable, constitue une arme admirable de l'Amérique contre l'Union Soviétique, ses satellites et ses valets. Curieusement, malgré les Accords d'Helsinki et les accords complémentaires, l'actuelle administration des E.U. n'a pas tenté d'appliquer sérieusement la doctrine des droits de l'homme contre la Cuba castriste, le Nicaragua sandiniste et les autres satellites soviétiques de l'hémisphère occidental. Par contre, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Salvador, le Guatemala, le Nicaragua de Somoza et le Paraguay, tous alliés de longue date des E.U. ont été fustigés. Depuis 1977, devant choisir entre un allié occasionnellement déplorable et un ennemi éternellement déplorable, les E.U. ont aidé leurs adversaires et se sont aliéné leurs amis. Et comme nous l'avons dit déjà dans le chapitre sur la subversion interne, cette attitude a entraîné la déstabilisation de gouvernements amis confrontés à une guerre civile inspirée et soutenue internationalement.

Proposition 2

|| Les E.U. devraient appliquer la doctrine du pluralisme idéologique à tout l'éventail politique et non uniquement aux régimes internationalistes de gauche.

Depuis 1977, les E.U. ont pratiqué une politique unilatérale de pluralisme idéologique. Le Salvador est assiégé par des rebelles soutenus internationalement. Afin de stabiliser la situation dans ce pays, le 14 octobre 1979, les E.U. appuyaient l'installation d'une junte militaire. Le chaos s'est pourtant maintenu. Par ailleurs, par leur intervention destinée à empêcher les nombreuses tentatives de prise de pouvoir par des éléments nationalistes des Forces armées salvadoriennes depuis novembre 1979, les E.U. ont déstabilisé davantage le pays tout en discréditant le pluralisme idéologique. Le Département d'Etat semble n'appliquer le pluralisme idéologique qu'aux régimes internationalistes de gauche, et élimine automatiquement les partis nationalistes de droite et même centristes. Cette application inégale d'une doctrine fondamentalement saine n'a servi qu'à renforcer l'étranglement des Caraïbes et de l'Amérique centrale par l'Union Soviétique et ses partisans.

CINQUIÈME PARTIE

RELATIONS INTERAMERICAINES

A. RELATIONS SPECIALES AVEC DES PAYS-CLÉS: BRÉSIL, MEXIQUE, CUBA

Proposition 1

Les E.U. doivent porter un intérêt particulier à trois pays: le Brésil, le Mexique et Cuba, compte tenu de leur importance dans l'hémisphère occidental.

Une nouvelle politique pour l'Amérique suppose plus que la somme de ses parties. Des relations bilatérales satisfaisantes avec l'ensemble des pays, du Canada à l'Argentine, ne suffisent pas. Néanmoins, aucune des parties ne doit être sous-estimée.

Trois pays doivent être particulièrement suivis, étant donné leur importance intrinsèque et l'échec des efforts entrepris par l'administration Carter pour améliorer les relations avec chacun d'eux. Ces pays sont: le Brésil, le Mexique et Cuba. Le Brésil et le Mexique ont été choisis en raison de leur dimension et de leur puissance, puisqu'ils occupent le premier et le second rang en Amérique latine. Quant à Cuba, malgré sa superficie réduite et ses ressources insignifiantes, ce pays est devenu notre plus formidable adversaire dans cet hémisphère, étendant son influence et celle de l'Union Soviétique bien au-delà des Amériques.

Proposition 2

Les E.U. devraient afficher une politique destinée à encourager le Brésil à acquérir et à utiliser de manière adéquate une technologie avancée, y compris l'usage pacifique de l'énergie nucléaire. Les E.U. doivent s'abstenir de tout commentaire public sur les droits de l'homme au Brésil, tout en faisant part au Congrès, comme il l'exige, des conditions des droits de l'homme dans les pays alliés et amis.

Le prochain président des E.U. relancera une invitation au président du Brésil pour qu'il participe à Washington à une réunion de travail préalable aux conversations sur le commerce, la dette et l'énergie. Par ailleurs, les E.U. favoriseront activement le rapprochement entre l'Argentine et le Brésil. Un tel rapprochement contribuera à accélérer le développement économique du Cône Sud et par là même, celui des pays de la périphérie de cette région: la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay.

BRÉSIL. Le Brésil est le géant de l'Amérique du Sud. Sa population (120 millions d'habitants), son territoire (plus vaste que celui des E.U.), sa puissance économique (US \$ 200 milliards de PNB), et ses fabuleuses ressources naturelles, font de ce pays une puissance locale formidable. A la fin de ce siècle, le Brésil devrait être devenu l'une des plus grandes puissances du monde.

Heureusement, les circonstances et une politique raisonnable ont permis aux E.U. de maintenir presque en permanence de bonnes relations avec le Brésil, ce qui contraste avec nos relations souvent tumultueuses avec les républiques hispanophones. Pour donner un exemple, le Brésil fut, lors de la seconde guerre mondiale, le seul pays de ce continent, aux côtés des E.U. et du Canada, à contribuer par son sang et son argent, à la victoire alliée.

Les relations américano-brésiliennes atteignirent leur zénith en 76, durant la dernière année de l'administration Ford. Une "relation spéciale" de travail fut cimentée par un memorandum d'accord signé par les ministres américain et brésilien des Affaires étrangères. Ce memorandum prévoyait des consultations suivies entre les deux pays sur tous les sujets d'intérêt commun.

L'administration Carter a rapidement mis fin à cette relation en exerçant de fortes pressions sur l'Allemagne occidentale sans même en avoir informé le Brésil pour qu'elle rompe son accord sur l'énergie nucléaire au Brésil. Les efforts maladroits de l'administration Carter en vue d'empêcher la prolifération nucléaire en Amérique du Sud ont échoué. Pour le Brésil, l'attitude de Washington représentait non seulement une ingérence injustifiée dans ses affaires, mais surtout une tentative destinée à refuser la technologie avancée aux pays en voie de développement, doute éprouvé depuis longtemps par les fonctionnaires brésiliens.

La froideur des E.U. vis-à-vis des accords sur l'énergie nucléaire fut égalée, sinon dépassée, par les critiques publiques que l'administration Carter adressa au Brésil pour ses violations des droits de l'homme; or même si l'on applique les critères de l'administration Carter, à la fin des années 70, ce pays se trouvait parmi les plus respectueux des droits de l'homme dans la région. Mr Carter a encore aggravé l'erreur de son administration en adoptant une attitude hargneuse vis-à-vis du gouvernement Geisel lors de sa visite officielle au Brésil en 1977, tout en soutenant des conversations avec des "militants des droits de l'homme". Poursuivant sa tournée des chefs d'Etat, et à la grande fureur du Brésil, Mr Carter a soutenu la dictature militaire du Nigéria qui ne souffre aucune comparaison en ce qui concerne le manque de respect des droits de l'homme.

Ces deux politiques, de non-prolifération nucléaire et des droits de l'homme, ont envenimé les relations avec nos amis et alliés traditionnels, au moment même où le Brésil commence à réaliser son potentiel.

Dans un proche avenir, les relations pourront être renouées mais pas complètement assainies. Les Brésiliens ont clairement fait savoir que les anciennes relations ne pourront jamais être complètement rétablies car les futures administrations pourraient agir comme Mr Carter l'a fait, à savoir:

rompre du jour au lendemain des positions établies de longue date. Etant donné nos récents et vains efforts pour manipuler le Brésil, au mépris de l'amélioration des relations américano-brésiliennes et de la préservation des intérêts américains, la nouvelle administration doit prendre l'initiative d'améliorer les relations avec ce pays-clé.

Proposition 3

Les E.U. devraient entamer immédiatement des conversations à haut niveau sur l'énergie, l'immigration et le commerce.

L'ambassade spéciale pour les affaires mexicaines devrait être abolie, et l'ambassadeur des E.U. à Mexico-City doit être nommé chef de la délégation dans les négociations. Les E.U. devraient laisser leur marché ouvert aux produits mexicains. L'objectif n'est pas la formation d'un plus vaste marché commun nord-américain, mais d'ouvrir le marché des E.U. aux biens mexicains et spécialement aux produits qui proviennent d'industries utilisant une abondante main d'oeuvre.

Les E.U. doivent rechercher une solution au flux de travailleurs mexicains séjournant illégalement aux E.U. L'objectif est de fournir un travail temporaire à un nombre fixe de travailleurs mexicains. Les autorités mexicaines et américaines veilleront au respect du quota.

Les E.U. et le Mexique doivent établir des accords à long terme sur la fourniture de gaz et de pétrole. Les E.U. ont l'intention d'importer quelque 2 millions de barils de pétrole par jour au cours des premières années 80. Un tel accord pourrait être bénéfique aux deux pays. Si l'on ajoute aux importations de pétrole mexicain celles provenant d'autres fournisseurs de l'hémisphère occidental, les E.U. pourraient, pour 1985, être libérés de leur dépendance vis-à-vis du pétrole du Golfe persique.

MEXIQUE. La prochaine administration devra accorder une priorité absolue au Mexique. Les relations E.U.-Mexique n'ont jamais été aussi mauvaises depuis la fin du premier gouvernement Wilson. Les erreurs de l'administration Carter n'en sont pas la seule raison. Nos relations avec le Mexique connaissent des difficultés inhérentes, parmi les plus difficiles que les E.U. aient dans le monde. Mais l'incapacité flagrante de la Maison-Blanche a amené ces relations, éternellement difficiles, à un point de rupture.

Mr Carter commit une première erreur en promettant monts et merveilles et en n'accordant presque rien. Il promit d'abord, début 1977, d'établir une relation spéciale avec le Mexique. López Portillo, récemment élu président et qui recherchait désespérément notre aide pour remédier au désastre des deux dernières années de gouvernement antérieur, crut en cette promesse.

La confiance du Mexique en l'administration Carter fut rapidement ébranlée lorsque le Département de l'énergie annula un accord sur le gaz naturel entre le Mexique et les compagnies de gaz des E.U., puis lorsque fut désigné, comme ambassadeur américain au Mexique, un homme connu pour son incompetence. Par la suite, Carter se rendit à Mexico pour une visite présidentielle. Les conversations ne devaient porter sur aucune négociation essentielle, mais le chef de l'exécutif américain parvint à se faire remarquer par ses "gaffes" diplomatiques après avoir reçu publiquement des reproches du président mexicain. L'administration Carter tenta finalement de redresser la situation en nommant à Washington un second ambassadeur pour les affaires mexicaines. Cet ambassadeur, chargé de coordonner les négociations sur un certain nombre de problèmes, sema au contraire la plus grande confusion.

Nous avons perdu 3 ans. Malheureusement, la plupart des problèmes doivent être résolus avant fin 1981. Après 1980, il ne restera plus qu'un an de pou-

voir effectif au gouvernement de López Portillo. En 1982, le pouvoir lui échappera dès que son successeur aura fait connaître sa future politique. Par ailleurs, si le Mexique maintient ses mêmes schémas politiques, vieux d'un demi siècle, son prochain président sera politiquement plus à gauche et nos relations encore plus difficiles. En tout cas, en traitant avec des régimes situés à notre gauche, l'administration Carter est poussée à aller vers la gauche dans une vaine poursuite de compatibilité mutuelle. Malheureusement, dans le cas du Mexique, cette attitude a poussé le régime mexicain à dériver encore plus à gauche pour préserver l'indispensable distance entre les deux pays.

Le romancier mexicain Carlos Fuentes a reproché aux E.U. de ne voir dans le Mexique que le pétrole et d'ignorer sa grande civilisation. C'est vrai. Mais les hommes de lettres oublient trop souvent que les gouvernements sont forcés de traiter de problèmes bassement matériels tels que le prix du gaz, du pétrole ou des tomates. Le problème est que les E.U. ont échoué dans ce domaine, pourtant fondamental dans ce cas précis. La prochaine administration devra affronter les problèmes relatifs au commerce, à l'énergie et à l'immigration; et les accords négociés devront entrer en vigueur en 1982.

Proposition 4

Les E.U. doivent lancer une nouvelle politique positive pour les Caraïbes et l'Amérique centrale. Cette politique fournira une aide multiforme aux pays soumis à l'attaque de minorités armées soutenues de l'extérieur par des forces hostiles. Ce programme doit allier les meilleurs éléments de la doctrine Truman et de l'Alliance pour le progrès.

Parallèlement, les E.U. réaffirmeront le principe essentiel de la doctrine Monroe: aucune puissance étrangère hostile ne sera autorisée à maintenir des bases ou des alliances militaires et politiques dans la région. Une doctrine Monroe réactualisée sera multilatérale, point de vue partagé depuis longtemps par les pays-clés de l'Amérique latine.

Les E.U. ne peuvent continuer à accepter le statut de Cuba, Etat vassal de l'Union Soviétique. La subversion cubaine doit être considérée comme telle, et il faut la combattre. Le prix que paiera La Havane pour de semblables activités sera élevé. En prenant des mesures immédiates, les E.U. peuvent rétablir leur crédibilité. Les premières actions doivent être franchement punitives. Les diplomates cubains doivent quitter Washington. Il faut reprendre les reconnaissances aériennes, et couper les ressources en dollars du tourisme américain. L'accord de pêche de 1977, hautement favorable à la flotte cubaine, doit être revu.

Les E.U. proposent à Cuba une alternative clairement définie: si Cuba persiste dans cette voie, d'autres mesures appropriées seront immédiatement appliquées.

CUBA. Depuis plus de 20 ans, Cuba est un problème pour les artisans de la politique américaine, et sa solution n'est pas plus proche aujourd'hui qu'en 1960. Au contraire, ce problème a véritablement pris de dangereuses proportions. Cuba n'est pas seulement une arme effective de l'Union Soviétique en Afrique et au Moyen Orient, mais une force de subversion de plus en plus efficace sur notre flanc sud: les Caraïbes et l'Amérique centrale.

La prochaine administration doit savoir que La Havane n'établira des relations normales qu'à ses propres conditions, conditions qui vont à l'encontre de nos intérêts vitaux de sécurité et de ceux de nos amis dans l'hémisphère occidental. Cuba n'acceptera aucun modus vivendi avec notre pays s'il

compromet ses relations avec l'Union Soviétique. Depuis plus de 10 ans, la subordination de La Havane aux objectifs de la politique extérieure de Moscou a permis à ces deux gouvernements communistes d'étendre leur influence dans le monde. En Afrique et au Moyen Orient, les Cubains ont fourni une force militaire essentielle au soutien des régimes marxistes au pouvoir, comme en Angola, en Ethiopie et au Yemen du Sud. En contrepartie, ces pays offrent à Moscou et à La Havane l'occasion de s'approprier les riches minerais de l'Afrique centrale et du Sud, et le pétrole du Golfe persique.

Par ailleurs, l'aide cubaine aux mouvements d'extrême gauche du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala, a transformé depuis deux ans l'Amérique centrale en une zone de grande instabilité, où Cuba et Moscou voient s'ouvrir de nouveaux horizons: le Mexique avec son pétrole, Panama avec son canal.

Enfin, un problème retentissant persiste, celui de la présence militaire et des services de renseignements soviétiques à Cuba même. L'administration Carter n'a pas réagi aux missions de défense aérienne effectuées par des pilotes soviétiques à Cuba. Elle n'a pas réagi à la force aérienne supersonique offensive (Mig 23) ni aux sous-marins transférés aux forces militaires cubaines, ni à l'implantation de bases militaires à Cienfuegos et San Antonio de los Baños ou en voyant les facilités accordées aux services de renseignements soviétiques aux environs de La Havane.

Dans une certaine mesure, Cuba doit être tenue pour responsable avec l'URSS du succès de la politique de subversion et de déstabilisation réalisée dans ce continent. Parallèlement, il nous faut soutenir les amis qui nous restent dans la région et prendre, pour une fois, certaines mesures préventives. La Havane doit assumer la responsabilité de sa politique d'agression contre les Etats-frères de l'Amérique. Des mesures seront prises, parmi lesquelles la création d'une Radio Cuba libre. Placée sous la responsabilité directe du gouvernement des E.U., cette radio émettra, pour le peuple cubain, des informations objectives et lui fera connaître, entre autres, les coûts de l'alliance sacrilège de La Havane avec Moscou. Si la propagande échoue, une guerre de libération contre Castro devra être déclarée.

La seconde alternative consistera à inciter les Cubains à changer radicalement leur politique extérieure. Les E.U. n'arriveront vraisemblablement pas à éloigner les Cubains de l'Union Soviétique, mais ils feront savoir qu'ils seront généreux en cas de rupture de l'alliance soviéto-cubaine. L'économie cubaine est en faillite, ruinée par les vingt ans de mauvaise administration et de modèle soviétique. L'aide des E.U. ira bien au-delà de ce que réclame le régime de Castro lorsqu'il demande de poursuivre la normalisation des relations. Il faut donc offrir aux Cubains deux options fermes. Le choix leur appartient, mais les E.U. devront matérialiser la menace ou les promesses avec la même vigueur.

B. RELATIONS HÉMISPHERIQUES

Proposition

|| Au cours des vingt prochaines années, les deux Amériques seront confrontées aux mêmes problèmes. En conséquence, les Etats américains mettront sur pied un Comité de développement de l'énergie, ouvert à tous les pays de l'hémisphère, et destiné à encourager la coopération dans le développement rationnel des ressources en gaz et en pétrole; ils donneront un

nouvel essor au Bureau de défense interaméricaine, au quartier général continental interaméricain, au Traité de Rio, ainsi qu'à l'OEA dont le secrétariat sera transféré à Panama.

L'idée de l'hémisphère occidental, comme espace politique distinct du Vieux-Monde - l'Europe au sens large - a connu une phase croissante et décroissante depuis qu'elle a surgi au cours du 18^e siècle. Cette idée fut excessive, on en espérait trop et trop tôt. Parfois, comme à présent, l'idée fut ignorée, particulièrement aux E.U. A d'autres époques, par contre, elle fut utilisée par un pays à la recherche d'intérêts particuliers et mesquins. La poursuite de l'intérêt national ne relève évidemment pas d'une conduite pathologique, mais elle suffit rarement à convaincre les autres que l'idée hémisphérique est avantageuse pour tous.

L'histoire hémisphérique nous apprend davantage que cette idée n'a jamais été ni complètement ni effectivement rejetée; elle a souvent servi les intérêts de la communauté américaine, et les institutions ou instruments créés d'un commun accord, loin d'être parfaits, ont été perfectionnés tout au long de deux siècles de tâtonnements et d'erreurs. L'idée hémisphérique est donc un processus que les membres de cette communauté ont élaboré en vue d'un développement commun.

L'objectif final de ce processus n'est pas clair, puisque personne ne propose une fédération hémisphérique des Etats: une Amérique opposée au monde entier. Les Amériques sont diverses par leur culture, leur histoire et leurs institutions politiques. Mais les Amériques sont liées par des aspirations similaires, par la force de la géographie, et une expérience historique partagée. Durant les vingt années à venir, elles se trouvent face à des besoins communs, face aux mêmes dangers et aux mêmes chances.

Les trois facteurs mentionnés plus haut déterminent deux intérêts fondamentaux: la sécurité nationale et la stabilité économique.

Le premier reflète le fait que la majorité des Républiques d'Amérique ont adopté, à un degré plus ou moins grand, le principe de gouvernement représentatif et démocratique à autorité limitée. Tous les régimes ne répondent pas parfaitement à la norme, il est vrai, mais tous sont jugés en fonction de celle-ci; et l'idéal d'une forme de gouvernement non totalitaire persiste encore remarquablement en ce 20^e siècle. Par ailleurs, ce principe est attaqué par une idéologie étrangère et hostile, véhiculée principalement par l'Union Soviétique et Cuba qui soutiennent des minorités tendant à la révolution - révolution basée sur des principes radicalement anti-démocratiques et anti-libéraux. Résister à ces attaques est vital et ne peut se faire sur la seule base bilatérale. La contre-attaque doit être multilatérale, comme cela se fit durant la seconde guerre mondiale. A cet effet, un instrument est à portée de la main: l'Organisation des Etats américains. On reproche souvent à l'OEA de ne servir que les intérêts des E.U. Cela n'a pas toujours été vrai, et une nouvelle décentralisation de l'OEA tout au long de l'hémisphère pourrait aider à dissiper le doute. Par ailleurs, nous proposons que l'état-major de l'OEA soit transféré de Washington à Panama à la fin de ce siècle. Panama, siège de la première rencontre interaméricaine convoquée par Simon Bolivar en 1826, est situé au centre de l'hémisphère. Son économie, basée sur les services, pourra héberger un secrétariat interaméricain dans une vingtaine d'années. En outre, la présence du secrétariat de l'OEA contribuera à l'"interaméricanisation" du canal et l'économie de ce pays sera renforcée par la présence additionnelle du Bureau interaméricain et de leurs forces de défense et de protection.

La stabilité économique du continent doit aussi retenir toute notre attention. Aucun pays de la région n'est à l'abri de l'effondrement économique. Si l'économie des E.U. influence fortement les économies des pays

latino-américains, ces dernières - surtout celles des grands pays - ont, à leur tour, un impact de plus en plus grand aux E.U. Cette tendance persistera jusqu'à la fin du siècle. Chaque partie de l'Amérique est donc dépendante du reste pour le commerce et l'investissement. Jusqu'à présent, la politique des E.U. n'a pas entièrement reflété ce fait.

Pour que tout le continent puisse prospérer, les marchés nationaux doivent rester relativement ouverts. La technologie doit pouvoir circuler librement sur la base des principes de marché. Les investissements ne devraient pas être indûment freinés pour qu'ils puissent contribuer au développement rationnel de chaque pays.

Si le continent veut garder une économie saine, l'Amérique doit apprendre durant les deux prochaines décennies - et ceci est primordial - à dépendre de ses propres ressources naturelles, en ce qui concerne l'énergie surtout. Les deux principales nations, le Brésil et les E.U. sont dangereusement dépendantes du pétrole étranger, c'est-à-dire extra-continentale. Or, on ne peut se fier à ces fournisseurs extrêmement instables et proches de l'Union Soviétique. Par mesure de prudence, notre continent doit acquérir une indépendance énergétique dans les dix prochaines années. Ceci est réalisable. Si le Mexique et le Venezuela sont aujourd'hui riches en énergie, chaque pays de l'hémisphère, les E.U. y compris, possède en réalité de vastes ressources non exploitées en gaz et en pétrole. Ceci est particulièrement vrai pour l'Argentine. Chaque pays producteur devrait appliquer une politique rationnelle de développement de l'énergie mais malheureusement, dans ce domaine, les E.U. sont les premiers à ne pas donner l'exemple. Certains pays tels que le Brésil et l'Argentine, le Mexique et le Venezuela, souhaitent développer un marché intra-continentale de l'énergie. Seuls les E.U. et le Canada, parmi les grands pays, paraissent peu conscients des possibilités.

C. LE CANADA ET LES AMÉRIQUES

Proposition

|| Il faut amener le Canada à assumer de plus grandes responsabilités dans
|| la défense et le développement américains, en étendant son influence sur
|| les anciennes colonies anglaises des Indes occidentales et des Caraïbes.

L'idée hémisphérique dans sa plus grande acceptation, a toujours englobé les territoires compris entre le Cap Horn et le 49e parallèle. Le grand espace en blanc est, bien sûr, le Canada qui, pour des raisons historiques et culturelles, s'est tourné vers l'Angleterre et, dans une moindre mesure, vers la France, plutôt que vers l'hémisphère occidental.

Bien que le Canada soit généralement resté en marge de la communauté interaméricaine, ce pays a été longtemps observateur à l'OEA et est membre de la Banque interaméricaine de développement. Seul le Canada peut décider de sa participation à part entière dans l'OEA et ses nombreuses agences spécialisées, et aucune pression ne devrait être exercée dans ce sens. Toutefois, le Canada devrait être cordialement invité à prendre sa part de responsabilité dans la région, pour promouvoir le développement de l'économie et des institutions politiques civiles des pays anglophones des Caraïbes. Il y va de son intérêt, compte tenu de ses liens historiques, culturels et économiques avec les Etats insulaires. Ce faisant, le Canada deviendrait un partenaire authentique pour la défense et la prospérité croissante de l'hémisphère. En fait, ceci ne serait pas plus qu'un pas dans le processus suivant lequel les E.U., l'Angleterre et le Canada - la vieille alliance ABC "America-Britain-Canada" - pourraient travailler ensemble pour protéger l'héritage politique anglo-saxon des Caraïbes.

SYNTHÈSE FINALE

Les Amériques sont attaquées de l'extérieur et de l'intérieur. L'Amérique latine, partie intégrante de la communauté occidentale, est noyée par des satellites et des valets de l'Union Soviétique. L'affaiblissement de la présence des E.U. dans les Caraïbes et en Amérique centrale - croisement des routes maritimes et centre de raffinage du pétrole - se poursuit entre temps; les pays latino-américains restés indépendants, doutant de la bonne volonté et des intentions des E.U. s'efforcent désespérément de sauver leur propre situation stratégique et économique.

L'Amérique s'est infligée ses blessures elle-même. Une action décisive, comme l'occupation de la République Dominicaine en 1965, a été dévalorisée par une réaction inverse, telle que les traités Carter-Torrijos de 1978, ou les accords passés précipitamment en mai 1980 lorsque l'on mit fin aux exercices mer-air "Solid Shield 80", suite aux protestations du Président du Panama pour la présence provocatrice des forces des E.U. dans les Caraïbes.

Le Comité de Santa Fé soutient que les efforts des E.U. en vue de parvenir à un accord avec les Soviétiques et leurs marionnettes latino-américaines, ne constituent qu'une ouverture de déguisement et d'adaptation à l'agression.

Le Comité de Santa Fé presse les E.U. de prendre l'initiative, stratégique et diplomatique, de relancer le Traité de Rio et l'OEA, en réaffirmant la doctrine Monroe, en tissant des liens avec les pays-clés et en aidant les nations indépendantes à résister à la subversion.

Le Comité de Santa Fé propose par ailleurs aux E.U. de lancer une campagne économique et idéologique destinée à développer un plan énergétique, en allégeant le poids de la dette de l'Amérique latine, en stimulant la formation de capital latino-américain, en aidant l'industrie et l'agriculture grâce au commerce et à la technologie et, surtout, en apportant un soutien idéologique aux instruments de la politique extérieure par le biais de programmes éducatifs destinés à s'attirer la sympathie de l'humanité. La foi, comme soutien de la politique, est essentielle à la victoire.

Dans la guerre rien ne remplace la victoire, et les E.U. sont engagés dans la 3e guerre mondiale. Les objectifs des deux premières phases, équilibre et détente, ont été dépassés par le double enveloppement soviétique: encerclement de la République Populaire de Chine et étranglement des nations industrialisées occidentales par l'arrêt de leurs approvisionnements en pétrole et en minerais. Le Sud-Est asiatique et l'Amérique latine sont le véritable théâtre de l'agression.

L'Amérique latine est vitale pour les E.U.: la projection du pouvoir mondial des E.U. a toujours reposé sur la coopération des Caraïbes et l'appui de l'Amérique du Sud. L'isolationnisme est impossible pour les E.U. Il ne suffit pas de contenir l'Union Soviétique; la détente est morte.

Seuls les E.U., comme associés, peuvent protéger les nations indépendantes de l'Amérique latine contre la conquête communiste et aider la culture hispano-américaine à se préserver du matérialisme marxiste international. Les E.U. doivent prendre la direction. Les relations des E.U. avec l'Amérique latine ne sont pas seules en danger, la survie même de notre pays est en jeu.

Le Comité de Santa Fé - mai 1980

(Traduction CEAL - Bruxelles)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441